



MOLOKOÏ



SYNTHÈSE

CONFÉRENCE - TABLE RONDE

L'agriculture guadeloupéenne face au changement climatique : quel avenir ?



Date : Jeudi 19 Juin 2025



Lieu : Résidence départementale, Le Gosier



Organisée par : Molokoï & l'Office de l'Eau Guadeloupe



Contexte : Cette conférence-table ronde s'inscrit dans un cycle d'événements visant à renforcer la compréhension des enjeux de transition écologique en Guadeloupe et à encourager le débat public.



AdACC les Ateliers de l'Adaptation
au Changement Climatique

Introduction

La table ronde a été précédée de la conférence Déclic'Adaptation, une séquence introductive essentielle pour établir un socle de connaissances scientifiques commun sur les dynamiques climatiques actuelles, leurs évolutions projetées et les impacts attendus, notamment en milieu tropical insulaire. Cette première séquence, animée par Jennifer Bellaire et Sarah Renard - consultantes et formatrices à Molokoï - a rappelé les fondements de l'adaptation au changement climatique, en distinguant cette notion de celle de l'atténuation. Tandis que l'atténuation vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre pour limiter l'ampleur des dérèglements climatiques, l'adaptation consiste à faire face aux impacts de ces changements.

L'adaptation est aujourd'hui reconnue comme un pilier essentiel des politiques climatiques, aux côtés de l'atténuation. Elle s'inscrit dans un cadre international (Accords de Paris, rapports du GIEC), européen (Pacte Vert pour l'Europe, stratégie d'adaptation de l'UE) et national (PNACC 3).

Dans ses derniers rapports, le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) indique que les politiques mondiales effectivement mises en œuvre aujourd'hui mènent à un réchauffement mondial médian de 3,2°C en 2100. En France hexagonale, ce scénario implique une hausse des températures moyennes de 2°C en 2030, 2,7°C en 2050 et 4°C en 2100 par rapport à l'ère préindustrielle. Cette trajectoire est devenue la Trajectoire de Réchauffement de Référence pour l'Adaptation au Changement Climatique (TRACC) au niveau national, pilotée par le ministère de la Transition écologique. Elle offre un référentiel prospectif permettant aux acteurs publics et privés de planifier leurs actions. Les trajectoires officielles pour les Outre-mers paraîtront en fin d'année 2025.

C'est dans ce contexte que s'est tenue la table ronde, réunissant une douzaine d'intervenants - agriculteurs, institutions publiques, organismes de recherche, écologues - pour analyser les impacts concrets du changement climatique sur l'agriculture en Guadeloupe et réfléchir collectivement aux stratégies d'adaptation possibles.

Les intervenants présents :

- Fabrice EUTROPE-SYLVÈRE, Agriculteur bio - exploitation agricole "Jardiklin"
- Cécile NAVARIN, Technicienne eau potable et assainissement - OFFICE DE L'EAU , ex-animatrice ECOPHYTO et Ingénieure à la chambre d'agriculture
- Thierry JIMONET, Chef de service - METEO France
- Narcisse ZAHIBO, Professeur et Doyen de l'UFR des Sciences Exactes et Naturelles - UNIVERSITÉ DES ANTILLES
- Franck SOUPRAYEN, Agriculteur bio et HVE
- Nadine ANDRIEU, Agronome - CIRAD
- Jean-Christophe BAMBOU, Directeur de Recherche - INRAE
- Jean-Marie FLOWER, Gérant Fleur de Carbone, Président Association Vivre, ÉCOLOGUE
- Yvelle ATHALYS, Agricultrice bio - exploitation agricole "Biomorne"
- Olivier DEGENMANN, Directeur de la Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt de Guadeloupe
- Myriam SAINT-CYREL, Cheffe du service agriculture et agroalimentaire - RÉGION GUADELOUPE
- Roger MACCES, Directeur des politiques agricoles foncières et environnementales - DÉPARTEMENT GUADELOUPE

Des impacts climatiques déjà visibles

Le changement climatique est déjà une réalité tangible pour l'agriculture guadeloupéenne, avec plusieurs phénomènes marquants :

- Une hausse des températures : les données de Météo France montrent une nette précocité des vagues de chaleur dans l'année, avec des températures moyennes qui dépasseront bientôt les records actuels. Cette élévation des températures pose de nouveaux défis en matière de santé humaine, de rendement agricole, de gestion de l'eau, etc.
- Une augmentation des cyclones très intenses, causant des dégâts majeurs, même lorsqu'il ne s'agit que de tempêtes modérées : rupture de canalisations, effondrement de ponts, inondations, etc.
- Le dérèglement des régimes pluviométriques causant d'une part, une augmentation de pluies intenses et d'autre part des sécheresses chroniques qui ravagent les cultures.
- La dégradation des sols, le lessivage des nutriments et la prolifération des parasites rendent la gestion des cultures de plus en plus complexe. Selon l'INRAE, ces pressions nécessitent une adaptation constante des méthodes agricoles.
- L'intrusion saline dans les terres et nappes phréatiques à cause de l'élévation du niveau de la mer, menaçant leur qualité.

Ces multiples phénomènes ont des conséquences directes sur notre agriculture dont la baisse de rendements, l'abandon de certaines cultures et les risques sanitaires accrus pour les cultures et les animaux d'élevage. Des agriculteurs témoignent d'un changement dans leurs pratiques, comme la reconversion partielle du maraîchage vers l'agro-transformation, faute de conditions favorables.

Une adaptation incontournable face à l'urgence climatique

S'adapter à ces défis climatiques suppose de modifier les pratiques, mais aussi d'envisager de nouvelles formes de production, de coopération et d'alimentation.

- Gestion de l'eau : réhabilitation de mares, mise en place de systèmes de récupération, accompagnement technique renforcé par les institutions. Une gestion plus fine et partagée de l'eau est essentielle pour garantir l'accès équitable à la ressource hydrique.
- Systèmes agroécologiques : jardins créoles, polyculture-élevage, agroforêts. Ces systèmes reposent sur la diversité biologique, l'autonomie et la résilience, et impliquent un retour à une agriculture plus sobre, moins dépendante aux intrants.
- Accompagnement différencié : tous les agriculteurs ne disposent pas des mêmes moyens, ni des mêmes capacités d'accès aux soutiens publics. L'accompagnement doit être ciblé, notamment pour favoriser l'installation des jeunes, la transmission des savoirs et la valorisation du travail agricole.

Mais l'adaptation ne désigne pas une simple série d'ajustements techniques. S'adapter implique des choix de société, des renoncements, et potentiellement, un changement profond de nos manières de produire, de consommer, et de vivre. Moins d'aliments transformés, moins d'importations, moins de viande, en particulier la viande rouge. C'est aussi réapprendre à cuisiner et valoriser les produits locaux.

Vers une souveraineté alimentaire locale

Sur le plan économique, la tendance observée depuis plusieurs décennies est préoccupante. La surface agricole utile recule d'environ 1 % par an depuis 30 ans, malgré une amélioration récente dans la préservation des terres agricoles. L'agriculture est en baisse tendancielle sur l'ensemble des filières. La production de canne à sucre est passée 738 000 tonnes en 2010 à 545 000 tonnes en 2023, et la production de fruits (hors banane) a diminué de moitié en dix ans. (Source : Agreste, DAAF). Cette baisse s'explique en grande partie par les maladies qui affectent les cultures et renforcée par les difficultés rencontrées par les agriculteurs, dont le manque d'eau, les problèmes liés à la propriété foncière, un renouvellement insuffisant des générations d'exploitants, etc.

Face à cette perte d'autonomie alimentaire, la question de la souveraineté a été centrale dans les échanges. Le sujet de la relocalisation d'une partie de l'alimentation guadeloupéenne a été soulevé. Cela implique une réorientation des politiques agricoles, une diversification des productions et un engagement fort des consommateurs.

L'agriculture biologique, quant-à-elle, connaît une progression encourageante, avec une augmentation des surfaces engagées bio, une multiplication du nombre d'exploitants et une féminisation de la profession (Source : Agence Bio - Traitement DAAF). Cette dynamique pourrait constituer un levier fort pour la transition, à condition qu'elle soit soutenue par une demande locale suffisante et des politiques publiques de soutien ambitieuses. En effet, malgré les efforts pour réduire les coûts des produits bio et locaux, la consommation de produits issus du territoire reste marginale. Il est donc impératif, entre autres, de renforcer les actions de sensibilisation pour valoriser les produits locaux et faire évoluer les habitudes alimentaires.

Quelle trajectoire pour demain ?

Deux scénarios prospectifs de l'agriculture guadeloupéenne ont été évoqués :

- une transformation progressive en s'appuyant sur l'organisation des filières dominantes (monocultures de canne à sucre et banane, considérée comme des cultures "pivot")
- un virage plus radical vers l'agroécologie et la polyculture élevage

Si cette seconde option est considérée comme la plus résiliente, elle suppose de refonder les logiques de production, de distribution et de consommation et nécessite donc une transition pensée et accompagnée.

Les intervenants ont rappelé que pour réussir cette transition, il est indispensable de garantir aux agriculteurs un revenu digne. Il s'agit également d'ouvrir un dialogue territorial, pour co-construire des solutions viables, réalistes et partagées. Par ailleurs, la réussite de cette transition repose autant sur les producteurs que sur les consommateurs. Il ne s'agit pas seulement de produire autrement, mais aussi de consommer autrement, en acceptant que la qualité, la durabilité et la proximité aient un coût.

Enfin, le rôle des politiques publiques a été fortement souligné, notamment la coordination de l'État, des collectivités et des institutions, pour soutenir une transformation ambitieuse du modèle agricole guadeloupéen.

Conclusion

Cette table ronde a permis de dresser un panorama clair des défis que pose le changement climatique à l'agriculture locale et d'ouvrir le dialogue sur la nécessaire transformation de notre modèle agricole. Elle a mis en lumière les solutions possibles, les initiatives déjà à l'œuvre, ainsi que les conditions à réunir pour enclencher une transition efficace et juste. L'adaptation n'a pas été abordée comme un simple ajustement technique, mais comme un changement en profondeur. Ainsi, cette transition ne pourra réussir qu'à condition d'être accompagnée et équitable. Elle suppose une volonté politique forte, un soutien concret aux agriculteurs – en termes de formation, de revenus, d'accès au foncier et à l'eau –, et une mobilisation citoyenne à long terme.

Il est essentiel de rappeler que le changement climatique n'est qu'une des sept limites planétaires déjà dépassées – sur les neuf identifiées par la communauté scientifique. Ces limites, parmi lesquelles la biodiversité, le changement d'usage des sols ou encore le cycle de l'eau douce, sont interconnectées et ont toutes des conséquences systémiques. L'agriculture est à la fois victime et cofacteur de ces bouleversements, mais elle n'est pas seule concernée : santé, éducation, culture, industrie, commerce, tourisme, fiscalité, droit, gouvernance... aucun secteur n'est épargné.

Pour que les efforts d'adaptation portent leurs fruits sur le long terme, ils doivent s'inscrire dans une démarche collective, portée avec lucidité sur les enjeux, ambition dans les actions, et solidarité entre les acteurs.

Et après ? Questions ouvertes et pistes d'action

- Quels sont les risques à penser l'adaptation comme une simple gestion des conséquences, sans transformation profonde des causes ?
- Comment favoriser l'organisation des producteurs dans une démarche de diversification en vue d'accroître l'autonomie alimentaire du territoire ?
- Les trois quarts du POSEI (Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité), subvention européenne pour les Outre-mers, dont le montant s'élève à 316,9 M€ par an en moyenne de 2015 à 2021, bénéficient aux filières banane et canne. (Cour des comptes, 2023)
- Comment garantir l'équité dans l'accès aux ressources et aux soutiens financiers ? Notamment, comment permettre aux petits producteurs d'avoir accès aux soutiens financiers sans pour autant appartenir à une filière dominante ?
- Peut-on vraiment s'adapter à tout ? Deux limites dures de l'adaptation :
 1. Le seuil climatique : au-delà d'un certain niveau de réchauffement, les dégâts deviennent irréversibles.
 2. Le seuil écologique : l'effondrement de la biodiversité – notamment des insectes pollinisateurs, des microorganismes du sol – entraîne l'effondrement de la production alimentaire.

Molokoï et l'Office de l'Eau Guadeloupe remercient l'ensemble des intervenants et participants pour leur engagement. Ce type de rencontre démontre la nécessité de renforcer les dialogues entre science, terrain et action publique pour bâtir ensemble l'avenir agricole du territoire.

Cette conférence table ronde pourrait désormais ouvrir la voie à une série d'initiatives concrètes, telles que des ateliers territorialisés, des tables rondes par filière ou des appels à projets multi-acteurs.

L'objectif serait triple :

- Renforcer la prise de conscience sur la nécessité d'engager des transformations profondes et nécessaires aux vues des défis actuels et à venir,
- Approfondir localement les enjeux et besoins spécifiques en tenant compte des réalités de terrain, des vulnérabilités propres et des ressources disponibles,
- Soutenir le passage à l'action, en stimulant la coopération, en identifiant les freins à lever, et en développant des projets pilotes à fort potentiel de réplication.

Ces suites permettraient de transformer l'élan collectif né de cette rencontre en une dynamique pérenne de transformation agricole et alimentaire du territoire. Le chantier est immense, mais la dynamique est lancée, et doit se traduire par des moyens, des alliances et des expérimentations concrètes.

Sources :

Agreste, 2024, Souveraineté alimentaire La production fruitière en Guadeloupe, https://daaf.guadeloupe.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/fiche_fruits_guadeloupe.pdf.

Agreste, 2024, Memento 2023 - GUADELOUPE L'agriculture, la forêt et les industries agroalimentaires https://daaf.guadeloupe.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/memento_agricole_2023.pdf.

Agreste, 2024, Graph'Agri 2024, https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/GraFra2024Chap13.1/GraphAgri2024_utilisation%20du%20territoire,%20exploitations,%20emploi,%20r%C3%A9sultats%20%C3%A9conomiques.pdf.

Libération, 2024, En Guadeloupe, des fruits de moins en moins locaux, https://www.liberation.fr/environnement/agriculture/en-guadeloupe-des-fruits-de-moins-en-moins-locaux-20241017_FG5IP4DFYFABRD7XJ3CRA7BDPI/

INRA, 2016, Foresight study - Guadeloupean Agriculture by 2040. High stakes for Guadeloupe agriculture by 2040., https://www.researchgate.net/publication/311740057_Foresight_study_-_Guadeloupean_Agriculture_by_2040_High_stakes_for_Guadeloupe_agriculture_by_2040_Synthesis_Note_in_French

Cour des comptes, 2023, Les subventions à l'agriculture et à la pêche en outre-mer, <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/les-subventions-lagriculture-et-la-peche-en-outre-mer>

Office de l'Eau, 2024, Chiffres clés de l'eau et de l'assainissement 2024, <https://www.observatoire-eau-guadeloupe.fr/rapport-des-chiffres-cles-de-leau-et-de-l-assainissement-de-guadeloupe/>

CIRAD, <https://www.cirad.fr/>

INRAE, <https://www.inrae.fr/>